

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

TENDERS OFFICE



1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet le recrutement d'une Société de Gardiennage pour la surveillance et la sécurisation de certains bâtiments du Ministère de la Santé Publique au titre de l'exercice 2026.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres portent sur la surveillance et la sécurisation 24h/24h et 7j/7 des bâtiments relevant du patrimoine du Ministère de la Santé publique et concerne particulièrement les bâtiments tel que décliné dans le tableau ci-dessous.

N°	Désignation des bâtiments	Effectif de jours	Effectif de nuits	Total
1	Bâtiment principal	7	6	13
2	Ancien bâtiment (DLMEP)	3	3	6
3	Hygiène mobile	5	5	10
4	Service Matériel	2	2	4
5	Bâtiment PEV	3	3	6
6	Immeuble de la DEP	2	3	5
7	Bâtiment de l'O.N.S.P / DPML / DPS	4	5	9
8	Ecole des infirmiers Yaoundé	2	3	5
9	Comité National de lutte contre le Cancer	1	2	3
10	Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique	2	2	4
11	CMA Aéroport Inter de Yaoundé Nsimalen	2	3	5
12	Bâtiment CTN CSU	1	1	2
13	Bâtiment PNLT	2	3	5
14	Magasin d'ETOA	1	2	3
Total		37	43	80

3. Tranches /Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont regroupées en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du présent Appel d'Offres est de deux cent millions (200 000 000) de francs CFA.

5. Délai(s) prévisionnel(s)

Les délais d'exécution prévus par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de douze (12) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les sociétés de gardiennage de droit camerounais, détentrices d'un agrément signé du Président de la République, ainsi qu'une autorisation d'exercer, délivrée par le MINAT et ayant des compétences avérées dans le domaine.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Ministère de la Santé Publique au titre de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°60 40 414 0 35000022 0133 361950

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée, daté, acquittée à la main d'un montant de quatre millions (4.000.000) francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et accompagné d'un récépissé de consignation en numéraire établi par la CDEC.

Pour le soumissionnaire adjudicataire du Marché, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

L'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, accompagnée du récépissé délivré par la CDEC établie par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge Camerounaise (téléphone/fax : 222 22 10 21) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge Camerounaise (téléphone/fax 222 22 10 21) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cent cinquante mille (150.000) francs CFA payable au Trésor Public.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres et portera les coordonnées du soumissionnaire.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux ~~adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement~~ des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en anglais ou en français, devra être transmise par les soumissionnaires sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 26/08/2026 à 13h00, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-après dans les délais impartis :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 017/D13-26 VAONO/MINSANTE/CIPM/2026 POUR LE GARDIENNAGE DE CERTAINS
BÂTIMENTS DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE »

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT

13. Taille et format des fichiers à transmettre :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises devront être en cours de validité impérativement produites en originaux et/ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément à la stipulation du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence et ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée une institution financière de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis (pièces administratives, offres techniques et financières) se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le 26/08/2026 à 14h00, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises, ayant une bonne connaissance du dossier.

NB : A l'ouverture des plis, les soumissionnaires doivent déposer les originaux du cautionnement de soumission timbré, daté et acquitté à la main et le récépissé délivré par la CDEC y relatif.

16. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

16.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

1. Absence de la caution de soumission timbrée, datée acquittée à la main et accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, à l'ouverture des plis ;
2. Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non-conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
4. Absence de l'agrément portant exercice des activités privées de gardiennage signé du Président de la République ;
5. Absence de l'autorisation d'exercer délivrée par le MINAT ;
6. Omission d'un prix unitaire quantifié ou d'un prix forfaitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. Liste des agents incomplète ;
8. Non-satisfaction d'au moins 5 critères essentiels sur 6 ;
9. Absence de la charte d'intégrité dûment remplie et signée sur l'honneur ;
10. Absence de la déclaration d'engagement sociale et environnementale dûment remplie et signée sur l'honneur ;
11. Absence d'une déclaration sur l'honneur de non-abandon d'une prestation similaire durant les trois (03) dernières années ;
12. Non-respect du format de fichiers des offres ;
13. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

16.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (Oui/Non) sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- i) Expérience du candidat (référence du soumissionnaire dans le domaine du gardiennage au cours des cinq dernières années (2021-2025) d'au moins 50% du montant prévisionnel;
- ii) Qualifications et compétences du personnel clé (Diplôme et CV) ;
- iii) Le plan de travail et la méthodologie (méthodologie, organisation et planning d'exécution des prestations);
- iv) Attestation de capacité financière au moins 50% du montant total prévisionnel délivrée par un organisme ou une institution financière agréée de premier ordre ;
- v) Preuves d'acceptation des conditions du Marché (CCAP et CCTP paraphés, cachetés et signés) avec la mention lu et approuvé ;
- vi) Les ressources matérielles (équipements spécialisés, véhicules, liste des ressources matérielles) ;
- vii) Présentation de l'offre (conformité de la composition de l'offre par rapport aux prescriptions du DAO, pièces dans l'ordre et intercalaires couleur).

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la **moins-disante**.

18. Durée de validité des offres

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge Camerounaise (téléphone/fax 222 22 10 21), ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), dès publication du présent avis.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Sous-Direction du Patrimoine (SDPAT) situé au bâtiment principal du Ministère de la Santé Publique (téléphone : 222 228 501).

20. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (673 20 57 25 et 699 37 07 48, ARMP aux contacts : (222 201 803, 222 200 008, 222 200 009, 222 206 043).

Copies :

- MINSANTE/CAB
- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CIPM/MINSANTE
- Service des Marchés/MINSANTE
- Affichage (pour information).

Yaoundé, le 30 JUIL 2026



Dr. Manaouda Matalackie

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

TENDERS OFFICE

NOTICE OF OPENED NATIONAL INVITATION TO TENDER
UNDER EMERGENCY PROCEDURE
No. **017/18-264** /NONIT/MINSANTE/CIRM/2026 OF **310** **III** **2026**
FOR SECURITY SERVICES AT CERTAIN BUILDINGS OF THE MINISTRY OF PUBLIC HEALTH FOR THE 2026 FINANCIAL YEAR

1. Purpose of the Tender

This Invitation to Tender concerns the recruitment of a security company for the surveillance and security of certain buildings belonging to the Ministry of Public Health for the 2026 fiscal year.

2. Nature of services

The services covered by this Invitation to Tender relate to the 24/7 surveillance and security of buildings belonging to the Ministry of Public Health and specifically concern the buildings listed in the table below.

No.	Description of buildings	Number of days	Night shift staff	Total
1	Main building	7	6	13
2	Former building (DLMEP)	3	3	6
3	Hygiene mobile	5	5	10
4	Equipment Service	2	2	4
5	EPI Building	3	3	6
6	DEP Building	2	3	5
7	NPHO/DPML/DPS Building	4	5	9
8	Yaounde School of Nursing	2	3	5
9	National Cancer Control Committee	1	2	3
10	Public Health Emergency Operations Coordination Center	2	2	4
11	Yaoundé Nsimalen International Airport MHC	2	3	5
12	UHC NTC Building	1	1	2
13	PNLT Building	2	3	5
14	ETOA Warehouse	1	2	3
Total		37	43	80

3. Tranches / allotment

The services covered by this Invitation to Tender are grouped into a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of this Invitation to Tender is two hundred million (200,000,000) CFA francs.

5. Estimated deadline

The execution period stipulated by the Project Owner for the completion of the services is twelve (12) calendar months.

This period begins from the date of notification of the service order to start the services.

6. Participation and origin

The participation in this Invitation to Tender is opened to all security companies incorporated under Cameroonian law, holding an accreditation signed by the President of the Republic, as well as an authorization to operate, delivered by the Ministry of Territorial Administration (MINAT), and possessing proven expertise in the field.

7. Financing

The services covered by this Invitation to Tender are financed by the Ministry of Public Health's budget for the 2026 fiscal year, under budget line number 60 40 414 0 35000022 0133 361950.

8. Submission Method

The submission method for this consultation is **exclusively online**.

9. Bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a stamped, dated, and hand-paid bid security of **four million (4,000,000) CFA francs**, valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period. This security must be issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement and accompanied by a cash deposit receipt issued by the CDEC.

For the successful bidder, this guarantee will be released after the final bid security has been established.

The absence of a stamped, hand-paid bid security, accompanied by the receipt issued by the CDEC (Commission for the Development of Public Procurement), and/or the non-compliance of the bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance, will result in the outright rejection of the bid.

A bid security submitted but unrelated to the relevant tender is considered missing.

A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical tender documents may be consulted free of charge at the Public Procurement Department of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located on the ground floor of the Health building housing the Studies and Projects Division (DEP) of the Ministry of Public Health, near the Cameroon Red Cross (telephone/fax: 222 22 10 21), as soon as this notice is published.

They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the Tender Documents can be obtained from the Public Procurement Department of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located on the ground floor of the Health building housing the Studies and Projects Division (DEP) of the Ministry of Public Health, near the Cameroon Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs payable to the Public Treasury.

A copy of the receipt must be submitted at the location where the Tender Documents were collected and must include the bidder's contact information.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender Documents by free download from the addresses indicated above. However, electronic submission is conditional upon payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid, written in English or French, must be submitted by the bidders via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>

no later than **26/08/2026** at 1:00 p.m., local time. A backup copy of the bid, saved on a USB drive, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" along with the following statement, within the specified deadlines:

**NOTICE OF OPENED NATIONAL INVITATION TO TENDER
UNDER EMERGENCY PROCEDURE
No. 017/D 13-26/01/MINSANTE/CIRM/2026 OF 30/07/2026
FOR SECURITY SERVICES AT CERTAIN BUILDINGS OF THE MINISTRY OF PUBLIC
HEALTH FOR THE 2026 FINANCIAL YEAR
TO BE OPENED ONLY AT THE OPENING SESSION**

13. Size and format of files to be submitted

For online submissions, the maximum file sizes for documents transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Applicants should use compression software to reduce the size of the files they submit.

14. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the tender will be rejected

15. Opening of Bids

The opening of bids (administrative documents, technical and financial offers) will take place in a single session via the COLEPS platform on 26/08/2026 at 2:00 p.m., local time by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located on the first floor of the former PSFN building near the headquarters of the Cameroon Red Cross.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person, even in the case of a consortium, who has a thorough understanding of the tender documents.

Note: At the bid opening, bidders must submit the original stamped, dated, and hand-paid bid security and the corresponding receipt issued by the CDEC.

16. Evaluation Criteria

The evaluation criteria are of two types: elimination criteria and essential criteria. A criterion cannot be both elimination and essential.

16.1. Disqualification Criteria

These include:

- Absence of the stamped, dated, and handwritten bid security deposit, accompanied by the receipt issued by the CDEC, at the opening of the bids;
- ~~Failure to submit, within 48 hours, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the bid opening (except for the bid security deposit);~~
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
- Absence of the authorization to conduct private security activities signed by the President of the Republic;
- Absence of the authorization to operate issued by the MINAT;
- ~~Omission of a quantified unit price or a quantified lump sum price in the financial offer;~~
- ~~Incomplete technical team;~~
- ~~Failure to meet at least 5 out of 6 essential criteria;~~
- Absence of a duly completed and signed integrity charter;
- Absence of a duly completed and signed social and environmental commitment declaration;
- Absence of a declaration of honor attesting to not having abandoned a similar service during the last three (3) years;
- Failure to comply with the bid file format;
- Absence of a backup copy in case of COLEPS platform malfunction

16.2. Essential Criteria

The evaluation of technical bids will be conducted using a binary (Yes/No) system based on the essential criteria below:

- Bidder's experience (references in the security sector over the past five years (2021-2025) representing at least 50% of the estimated value);
- Qualifications and skills of key personnel (diploma and CV);
- Work plan and methodology (methodology, organization, and schedule for service delivery);
- Proof of financial capacity representing at least 50% of the total estimated value, issued by a first-tier accredited financial institution;

- v) Proof of acceptance of the contract terms (General Terms and Conditions and Technical Specifications initialed, stamped, and signed) with the notation "read and approved";
- vi) Material resources (specialized equipment, vehicles, list of material resources);
- vii) Submission of the offer (compliance of the offer's composition with the specifications of the tender documents, documents in order, and color-coded inserts).

17. Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer is deemed the lowest.

18. Validity period of offers

The bidder remains bound by their offer for 90 days from the deadline set for submission of offers.

19. Additional Information

Additional information can be obtained during business hours from the Secretariat of the Public Procurement Department of the Ministry of Public Health, located on the ground floor of the Health building housing the Studies and Projects Division (DEP) of the Ministry of Public Health, near the Cameroon Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website (www.arpmp.cm), as soon as this notice is published.

Technical information can be obtained during business hours from the Sub-Directorate of Assets (SDPAT) located in the main building of the Ministry of Public Health (telephone: 222 228 501).

20. Technical Support

For technical assistance in the event of a problem related to the use of the platform, please call: 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address: dsi@minmap.cm.

21. Combating Corruption and Malpractice

For any attempted bribery or malpractice, please call or text CONAC at 1517, the Ministry of Public Procurement (MINMAP) (text or call) at 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the Public Procurement Regulatory Authority (ARMP) at 222 201 803, 222 200 008, 222 200 009, and 222 206 043.

Yaounde, 30 JUL 2026

Copies:

- Ministry of Public Health/CAB
- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- President of the CIPM/MINSANTE
- Procurement Department/MINSANTE
- Public Notice (for information)



Dr. Mananda Malachie